

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/N/4/AUS
G/STR/N/5/AUS
10 octobre 2000
(00-4137)

Groupe de travail des entreprises
commerciales d'État

COMMERCE D'ÉTAT

Nouvelle notification complète et notification de mise à jour pour 1998 et 1999
conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994
et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord
sur l'interprétation de l'article XVII

AUSTRALIE

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après,
datée du 18 septembre 2000.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT	4
II. RAISON ET OBJET	5
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT	8
1. Société australienne des produits laitiers (Australian Dairy Corporation)	8
2. Office australien du blé (Australian Wheat Board)	12
3. Wool International	14
4. Société du sucre du Queensland (Queensland Sugar Corporation)	16
5. Grainco	17
6. Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Grains Board)	18
7. Office australien de l'orge (Australian Barley Board)	20
8. Groupement céréalier de l'Australie occidentale (Grain Pool of Western Australia)	22
9. Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Rice Marketing Board)	23
IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES	24

V.	RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER (<i>LE CAS ÉCHÉANT</i>)	24
VI.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (<i>LE CAS ÉCHÉANT</i>).....	24
1.	Wool International.....	24
	ÉLÉMENTS NON SIGNALÉS DANS CETTE NOTIFICATION.....	25
1.	Société australienne des produits horticoles (Australian Horticultural Corporation).....	25
2.	Office australien des fruits secs (Australian Dried Fruits Board).....	25
3.	Société australienne des vins et spiritueux (Australian Wine and Brandy Corporation).....	25

Cette notification est conforme à la structure du questionnaire complet qui se trouve dans le questionnaire convenu dans G/STR/¹²

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

- A. *Identification de l'entreprise commerciale d'État.*
- B. *Désignation des produits visés (y compris la(les) position(s) tarifaire(s) correspondantes).*

II. RAISON ET OBJET

- A. *Raison et objet de la création et du maintien de l'entreprise commerciale d'État.*
- B. *Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels.*

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

- A. *Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État.*
- B. *Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État.*
- C. *Type d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui sont autorisées à effectuer des importations/exportations et conditions de leur participation à ces opérations.*
- D. *Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par l'entreprise commerciale d'État.*
- E. *Modalités de détermination des prix à l'exportation.*
- F. *Modalités de détermination des prix de revente des produits importés.*
- G. *Indiquer si l'entreprise commerciale d'État négocie des contrats à long terme; si l'entreprise commerciale d'État est utilisée pour remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics.*
- H. *Brève description de la structure du marché.*

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES (VOIR LES TABLEAUX I-III CI-JOINTS)

V. RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER (LE CAS ÉCHÉANT)

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (LE CAS ÉCHÉANT)

¹ Cette notification pour 1998, qui comprend la mise à jour pour 1999, expose la position à ces époques. Là où il y a lieu, certains des changements subséquents à ces années sont indiqués dans le texte. La mise à jour pour 2000 sera communiquée lorsque les statistiques de 1998/99 seront connues.

² Tous les prix sont donnés en monnaie australienne.

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

- i) A. Société australienne des produits laitiers (Australian Dairy Corporation)
 - B. Huile de beurre, fromage, lait écrémé en poudre, lait entier en poudre:

fromages	[SH 0406]
beurre/huile de beurre/mélanges	[SH 0405]
lait écrémé en poudre	[SH 0402.10]
lait entier en poudre	[SH 0402.20]
- ii) A. Office australien du blé (Australian Wheat Board)
 - B. froment (blé) [SH 1001]
- iii) A. Wool International
 - B. laine en suint et sous forme semi-traitée [SH 5101]
- iv) A. Société du sucre du Queensland (Queensland Sugar Corporation)
 - B. sucres bruts de canne [SH 1701.11]
- v) A. Grainco
 - B. Grainco a des pouvoirs légaux de commercialisation pour la vente d'orge d'exportation seulement. Ses pouvoirs pour la commercialisation du blé et de l'orge pour le marché intérieur ainsi que du sorgho du Queensland central lui ont été retirés suite à un examen, réalisé en 1997, de la Politique nationale de la concurrence.

orge	[SH 1003]
------	-----------
- vi) A. Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Grains Board)
 - B. Céréales secondaires, graines oléagineuses, orge de brasserie, sorgho et avoine.

orge	[SH 1003]
graines oléagineuses	[SH1207] y compris tournesol [SH 1206], canola [1205], carthame [1207.60], graines de lin [1204] et soya [1201]
sorgho	[SH 1007]
avoine	[SH 1004]
- vii) A. Office australien de l'orge (Australian Barley Board)
 - B. Orge non traitée produite dans le Victoria.
Orge et avoine non traitées produites en Australie méridionale.

orge	[SH 1003]
avoine	[SH 1004]

- viii) A. Groupelement céréalier de l'Australie occidentale (Grain Pool of Western Australia)
- B. Orge [SH 1003], lupins [SH 0713.90] et graines de colza [SH 1205].
- ix) A. Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Rice Marketing Board)
- B. Riz de la Nouvelle-Galles du Sud.
- riz [SH 1006]

II. RAISON ET OBJET

i) Société australienne des produits laitiers (Australian Dairy Corporation)

- A. La Société australienne des produits laitiers a pour mission de développer la production rentable et la commercialisation des produits laitiers australiens.

Ses fonctions sont les suivantes:

- améliorer les qualités marchandes des produits laitiers australiens;
- promouvoir la consommation des produits laitiers australiens, tant en Australie qu'à l'étranger;
- fournir une assistance pour la commercialisation des produits laitiers australiens à l'exportation et dans le commerce entre les États;
- contrôler l'exportation des produits laitiers d'Australie;
- contrôler la commercialisation des produits laitiers exportés d'Australie, compte tenu des contingents tarifaires appliqués par certains pays;
- conseiller le Ministre sur des questions concernant la commercialisation des produits laitiers, y compris les questions relatives à l'exportation de produits laitiers d'Australie;
- effectuer des transactions concernant les produits laitiers sur les marchés d'exportation;
- exercer toutes autres fonctions qui lui sont confiées en vertu de la *Loi de 1986 relative aux produits laitiers*.
- B. La Société australienne des produits laitiers tient ses pouvoirs légaux de la *Loi de 1986 relative aux produits laitiers*.

ii) Office australien du blé (Australian Wheat Board)

- A. L'objectif principal de l'Office australien du blé est de maximiser les recettes nettes pour les producteurs de blé australiens par l'exercice des pouvoirs de contrôle des exportations et la mise en commun. L'Office australien du blé participe également au titre commercial au marché céréalier intérieur déréglementé et à des activités génératrices de valeur ajoutée au profit des producteurs de céréales australiens.
- B. Fondement juridique – *Loi de 1989 relative à la commercialisation du blé*. La Loi prévoit que l'Office australien du blé est le vendeur unique pour les exportations de blé australien.

iii) Wool International

- A. Wool International est chargé d'assurer l'aliénation ordonnée d'une réserve de laine accumulée dans le cadre de l'application d'un régime de prix planchers administré par une autorité légale antérieure jusqu'en janvier 1991, et de rembourser la dette associée garantie par le gouvernement. Le processus d'aliénation de la réserve est appliqué depuis le 1^{er} juillet 1991 et, selon la législation actuelle, il devrait être terminé pour le 31 décembre 2000.

Wool International cessera d'exister après la distribution des fonds excédentaires suite à l'aliénation de la dernière balle de laine de la réserve.

- B. Wool International doit son existence à la Loi de 1993 sur Wool International, modifiée.

iv) Société du sucre du Queensland (Queensland Sugar Corporation)

- A. Gérer et coordonner la commercialisation de tous les produits de sucre brut du Queensland.
- B. Législation du gouvernement du Queensland, *Loi de 1991 sur l'industrie sucrière*. Cette loi donne à la Société du sucre du Queensland le droit exclusif d'acquérir tout le sucre brut produit dans le Queensland et de le commercialiser au pays et à l'étranger pour le compte des producteurs.

v) Grainco

- A. Grainco est née de la fusion d'un certain nombre d'autorités légales dans l'État du Queensland, qui avaient exercé des pouvoirs exclusifs de commercialisation des céréales depuis le début des années 20. L'objectif de ces régimes de commercialisation avait été de maximiser les recettes nettes grâce au rassemblement et à la vente à guichet unique et de permettre aux producteurs d'avoir une part équitable de ces recettes. Un examen de la Politique nationale de la concurrence en 1997 a révélé qu'il existait un avantage public net seulement pour l'orge d'exportation, de sorte qu'il n'y a plus de pouvoirs de monopole aux autres céréales.
- B. Le fondement juridique des pouvoirs légaux est la *Loi de 1991 sur la restructuration de l'industrie céréalière*. Grainco s'approprie ainsi toute l'orge destinée à la vente d'exportation.

vi) Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Grains Board)

- A. L'objet de l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud est d'améliorer la commercialisation des céréales secondaires et des graines oléagineuses en Nouvelle-Galles du Sud par l'exploitation d'un monopole pour l'exportation des produits réservés et les ventes intérieures d'orge de brasserie.
- B. La *Loi de 1991 sur la commercialisation des céréales de la Nouvelle-Galles du Sud* établit l'Office céréalier et le Comité consultatif de la commercialisation des céréales. La Loi accorde à l'Office le monopole des graines oléagineuses et des céréales

secondaires en Nouvelle-Galles du Sud. L'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud a remplacé les offices de commercialisation de l'orge, du sorgho à grains, de l'avoine et des graines oléagineuses.

vii) Office australien de l'orge (Australian Barley Board)

A. L'Office australien de l'orge a pour mission:

- d'assurer des services efficaces et efficients de commercialisation aux producteurs du Victoria et de l'Australie méridionale et aux producteurs d'autres céréales;
- de maximiser les recettes nettes des producteurs du Victoria et de l'Australie méridionale qui livrent de l'orge et d'autres céréales à un fonds de mise en commun de l'Office, en recherchant, développant et maintenant des débouchés pour les céréales, et en réduisant au minimum les coûts dans la mesure du possible.

B. La *Loi de 1993 sur la commercialisation de l'orge* (Victoria) et la *Loi de 1993 sur la commercialisation de l'orge* (Australie méridionale) donnent à l'Office australien de l'orge des pouvoirs légaux d'acquisition de l'orge produite dans le Victoria et de l'avoine produite en Australie méridionale.

viii) Groupelement céréalier de l'Australie occidentale (Grain Pool of Western Australia)

A. Le Groupelement céréalier de l'Australie occidentale, qui a été mis sur pied par le gouvernement de l'Australie occidentale, a pour mission d'assurer la commercialisation ordonnée pour l'exportation des céréales prescrites (orge, lupins et colza).

B. Le Groupelement céréalier de l'Australie occidentale est formé en vertu de la *Loi de 1975 sur la commercialisation des céréales*, modifiée, de l'Australie occidentale. Les dernières modifications ont été adoptées en décembre 1997. La Loi accorde au Groupelement céréalier de l'Australie occidentale le droit exclusif d'exporter l'orge, les lupins et le colza de l'Australie occidentale.

ix) Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Rice Marketing Board)

A. L'Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud a pour mission de contrôler la livraison du riz paddy.

B. L'Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud, qui est régi par la *Loi sur la commercialisation des produits primaires de la Nouvelle-Galles du Sud*, a nommé la Coopérative des producteurs de riz comme agent autorisé et acheteur autorisé pour l'achat direct à ses actionnaires pour son propre compte.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

1. Société australienne des produits laitiers (Australian Dairy Corporation)

- A. La Société australienne des produits laitiers mène un certain nombre d'activités de bien public et d'ordre commercial pour l'industrie laitière australienne. Les activités de bien public comprennent la promotion générique sur les marchés intérieur et international, les informations commerciales et leur analyse, l'administration du régime de soutien du marché intérieur, et la prestation d'analyses relativement aux négociations internationales sur les questions d'accès au marché.

Outre les activités de bien public, la Société australienne des produits laitiers coordonne la vente commerciale de certains types de produits laitiers dans une gamme limitée de marchés internationaux. Ce rôle de coordination se limite aux marchés où l'industrie laitière australienne croit pouvoir tirer parti de la coordination et de la vente de ses produits par un organisme unique. Par conséquent, la portée des activités d'exportation de la Société australienne des produits laitiers est déterminée par l'accord de l'industrie. Actuellement, la Société australienne des produits laitiers a des activités commerciales dans trois marchés d'exportation:

- exportation contingentée de fromage cheddar naturel, et de variétés semblables, vers l'Union européenne (TH 0406 9021);
- exportations de fromage en vrac pour transformation et râpage vers le Japon (TH 0406 90);
- exportations de poudre de lait écrémé (TH 0402 10) suite à des appels d'offres concurrentielles par des organismes des pouvoirs publics au Japon.

De même, la filiale en propriété exclusive de la Société australienne des produits laitiers, Austdairy Ltd (ADL), offre sa compétence dans le domaine technique et en matière de gestion aux entreprises étrangères. Austdairy ne peut pas vendre ses produits laitiers sur le marché intérieur. Cependant, elle fournit des produits laitiers servant de matières premières à des producteurs laitiers des marchés d'outre-mer en vue de conserver et de développer les marchés existants et de s'assurer de nouveaux débouchés à l'extérieur de l'Australie. Les principaux produits vendus par Austdairy sont la poudre de lait (TH 0402) et l'huile de beurre (TH 0405). Lorsqu'elle achète des produits laitiers pour ces activités, Austdairy est en concurrence avec les autres acheteurs de produits laitiers australiens: elle n'a pas de droits spéciaux en matière d'achat.

- B. La Société tient ses pouvoirs de la *Loi de 1986 sur les produits laitiers*. La partie II de la Loi précise les objectifs, les fonctions, les pouvoirs et les obligations de la Société. Cette partie prévoit également l'exploitation d'Austdairy. La partie VII fixe le fondement législatif des activités de bien public menées par la Société australienne des produits laitiers et précise à quoi doivent servir les sommes perçues par voie de prélèvements dans l'industrie.

En vertu de la partie V de la *Loi de 1986 sur les produits laitiers*, toutes les entreprises peuvent être autorisées à exporter des produits laitiers australiens, sauf si

les demandeurs ont été déclarés coupables d'infractions visées par règlement. La Loi permet également à la Société, agissant avec le consentement de l'industrie, de donner des directives qui restreignent l'exportation ou la vente de produits laitiers à certains marchés.

À l'heure actuelle, la Société a le consentement de l'industrie pour faire fonction de vendeur unique autorisé de produits laitiers sur les marchés indiqués dans la sous-section A ci-dessus. En vertu d'une directive distincte, la Société doit aussi veiller à ce que les exportateurs autorisés se conforment aux conditions des contingents tarifaires de l'Australie relativement aux exportations de produits laitiers vers les États-Unis. La Société ne fait pas de ventes directes sur le marché américain.

Les autres parties de la Loi traitent de questions administratives et opérationnelles.

La Société australienne des produits laitiers est soumise à l'imposition indirecte en vertu des lois du gouvernement fédéral. Elle n'a pas d'impôt à verser (autre que sur les salaires) en vertu d'une loi d'un gouvernement d'État ou de territoire. La Société:

- n'a pas le pouvoir légal de contrôler les importations;
- ne délivre pas de licences d'importation;
- n'est pas responsable de l'administration de contingents tarifaires;
- ne reçoit pas de financement spécial;
- ne reçoit pas de subventions (elle est financée intégralement sur les prélèvements sur l'industrie);
- ne reçoit pas de soutien hors budgétaire ou autre de la part du gouvernement ou de ses organes;
- n'a pas d'accès préférentiel aux devises étrangères.

La Société est tenue de faire ses ventes en recouvrement des coûts, afin que les retombées de sa coordination des ventes de l'industrie reviennent aux fournisseurs locaux de l'industrie.

- C. Les fabricants ou sociétés commerciales autorisées d'Australie peuvent exporter des produits laitiers sur tous les marchés autres que ceux spécifiquement désignés dans les Directives à l'industrie. De même, la Société n'exerce pas de contrôle sur l'importation des produits laitiers en Australie. Plus de 80 pour cent, en valeur, des exportations de produits laitiers de l'Australie et la totalité des importations de produits laitiers ont été assurées par des entreprises individuelles en 1996-1997.

Toutes les entreprises participantes ont des conditions à respecter pour ce qui est du maintien de normes d'innocuité et de qualité des aliments. Toutes les importations de produits laitiers doivent respecter les prescriptions du Code des normes alimentaires de l'Australie. Les établissements d'où sont exportés les produits laitiers sont soumis à une inspection dont l'objet est de vérifier le respect des dispositions de la *Loi sur le contrôle des exportations* et des Ordonnances et Règlements associés. Le Service

australien d'inspection sanitaire (SAIS) ou les Administrations laitières d'État, inspectent et vérifient ces établissements au regard des prescriptions pour les bonnes pratiques de fabrication (y compris les exigences structurelles pour les locaux et l'hygiène, et les prescriptions d'exploitation) conformément à la législation sur les exportations.

Les établissements d'exportation et leurs produits doivent aussi se conformer aux prescriptions supplémentaires des pouvoirs publics du pays importateur.

- D. Chaque année, le volume des ventes de la Société au Japon est déterminé par voie de négociations commerciales avec les fournisseurs de produits locaux et les utilisateurs finals. C'est l'offre et la demande du fromage en vrac au Japon qui déterminent le volume.

Dans l'Union européenne, la Société fournit des produits selon le contingent d'accès minimal traditionnel de l'Australie pour le fromage cheddar, qui est de 3 750 tonnes. En outre, la Société fournit les produits dans le cadre des modalités de contingent d'accès minimum introduites par l'Union européenne après le Cycle d'Uruguay. Les volumes de ventes à cette catégorie de marché sont déterminés dans le cadre de négociations trimestrielles entre la Société et les entreprises qui reçoivent des licences d'importation des autorités concernées des États membres de l'UE.

- E. Comme pour les volumes d'exportation, les prix de vente de la Société australienne des produits laitiers sont déterminés par négociation commerciale avec les utilisateurs finals et les fournisseurs locaux. Les prix à l'exportation (y compris des ventes de la Société) reflètent les prix en vigueur sur le marché international et la concurrence pour les approvisionnements.

Dans le cas de l'Union européenne, les recettes que la Société tire du produit vendu au titre des contingents d'accès traditionnels reflètent également des conditions particulières d'accès applicables aux contingents.

- F. Sans objet.

- G Les contrats d'approvisionnement de la Société australienne des produits laitiers sont normalement de six mois. La Société peut aussi effectuer des ventes au comptant pour livraison immédiate aux prix en vigueur sur le marché.

La Société ne sert pas à fournir des produits pour remplir les obligations contractuelles assumées par le gouvernement australien.

- H Le climat et les ressources naturelles de l'Australie sont propices à la production laitière et permettent une production fondée sur le pâturage à longueur d'année. À l'exception de certains régimes d'irrigation des terres de l'intérieur, la croissance des pâturages dépend généralement des précipitations naturelles. Par conséquent, le gros de la production laitière est concentré dans les régions côtières de l'Australie. La production laitière en parc d'engraissement est rare, mais l'utilisation de l'alimentation d'appoint augmente.

Alors que les conditions saisonnières ont une certaine influence sur la production annuelle, la production de lait de l'Australie n'a pas cessé de croître ces dernières

années. La production de lait de l'Australie en 1997-1998 a été de 9 439 millions de litres. Le Victoria est le premier État producteur de lait de l'Australie: il pèse environ 60 pour cent de la production totale, dont une bonne part est destinée à la production et à l'exportation de produits laitiers transformés.

La valeur des exportations de produits laitiers de l'Australie est d'environ 1,94 milliard de dollars. L'Australie exporte actuellement près de la moitié de sa production annuelle de lait, soit l'équivalent d'environ 65 pour cent du total des produits laitiers transformés. Les principaux produits d'exportation, en valeur et en volume, sont la poudre de lait écrémé et le fromage; le beurre et la poudre de lait entier font aussi une contribution importante aux recettes d'exportation de l'industrie.

Les marchés asiatiques représentent aujourd'hui environ 80 pour cent des exportations de l'Australie. Le Japon est le premier marché national des produits laitiers de l'Australie. Outre le Japon, les autres importantes destinations pour les produits laitiers australiens comprennent les Philippines, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande, pays de l'ANASE.

L'industrie laitière de l'Australie peut se diviser en deux secteurs distincts mais connexes, soit le secteur du lait de transformation et le secteur de consommation. L'essentiel (environ 80 pour cent) de la production de lait est destiné à la fabrication de produits laitiers (secteur du lait de transformation). Le reste (20 pour cent) est destiné à la consommation de lait liquide (secteur du lait de consommation).

L'Australie n'exerce pas de contrôles sur le prix des produits laitiers transformés. Les détaillants, les exportateurs et les fabricants reçoivent le prix déterminé en vigueur sur le marché pour leurs produits, qu'ils soient vendus sur le marché intérieur ou à l'exportation. Étant donné qu'environ 65 pour cent du lait utilisé dans la transformation des produits laitiers est exporté sous forme de produits, les prix sortie exploitation du lait de transformation sont déterminés par les prix internationaux des produits laitiers. Ces prix sortie exploitation varient entre fabricants, et les recettes des sociétés individuelles sont fonction de facteurs comme l'efficacité de la transformation, les combinaisons de produits des sociétés et les stratégies de commercialisation. Les paiements à l'égard du lait de transformation sont fondés sur la composition en matière grasse et en protéines du lait cru. Le lait de transformation a rapporté, en moyenne, 23,9 cents par litre aux producteurs australiens en 1997-1998.

Les dispositions relatives au lait de consommation en Australie sont du ressort des gouvernements d'État et territoriaux, qui ont traditionnellement réglementé la production, la transformation et la distribution de lait de consommation pour consommation intérieure afin d'assurer un approvisionnement suffisant de lait frais de grande qualité pour consommation humaine à longueur d'année.³

³ Le lait de consommation est déréglementé dans tous les États et les territoires depuis le 1^{er} juillet 2000.

2. Office australien du blé (Australian Wheat Board)

- A. En date du 1^{er} juin 1998, l'Office australien du blé a transféré le gros de ses fonctions de commercialisation et de financement à des filiales (AWB Ltd), AWB (International) Ltd, et AWB (Australia) Ltd, qui opèrent sous le régime de la Loi sur les sociétés, tout en étant la propriété partielle et sous le contrôle du gouvernement par l'intermédiaire de l'Office australien du blé. La société mère (AWB Ltd) assure le financement et d'autres services aux filiales. AWB (International) Ltd est responsable des fonctions de commercialisation du fonds de mise en commun et de financement/paiement, tandis qu'AWB (Australia) Ltd voit aux opérations de vente de céréales sur le marché intérieur et aux autres opérations commerciales.

L'Office australien du blé lui-même continue de contrôler les exportations de blé; de gérer le Fonds pour le secteur du blé et l'avoir propre des producteurs; de jouer un rôle de surveillance des opérations de la société mère conformément aux pratiques normales de l'entreprise; de rendre compte au Ministre et au Parlement; et de consulter l'industrie et de lui rendre compte par l'intermédiaire du Conseil des céréales de l'Australie.

Le 1^{er} juillet 1999, l'Office australien du blé a cessé ses opérations, et ses filiales sont passées aux mains et sous le contrôle des producteurs.

- B. L'Office australien du blé a conservé la responsabilité de la gestion du monopole d'exportation du blé jusqu'en juin 1999, et a donné son consentement à exportation à la société de mise en commun AWB (International) Ltd.

Le 1^{er} juillet 1999, une Administration des exportations de blé (Wheat Export Authority) a été établie; elle a pour fonction de contrôler les exportations de blé et de surveiller l'utilisation du monopole par la filiale de mise en commun AWB (International) Ltd, qui se verra accorder un droit automatique d'exportation de blé en vrac, et de faire rapport de l'utilisation de ce monopole. L'Administration des exportations de blé est tenue de faire un examen des résultats de la société de mise en commun avant la fin de 2004. Cette formule sépare les fonctions de réglementation et de commercialisation, dans le sens de la Politique nationale sur la concurrence.

Avec la fermeture du fonds de mise en commun de 1998/99, le gouvernement cessera de garantir les emprunts d'AWB ou d'AWB (Ltd) servant au financement des acomptes et des paiements du fonds. Le 1^{er} juillet 1999, le Fonds pour le secteur du blé a été converti en actions de l'AWB (Ltd), qui est la propriété des producteurs, et le prélèvement sur les ventes de blé qui servait à alimenter ce fonds cessera. L'Office australien du blé et la filiale de mise en commun AWB (International) Ltd étaient exemptés de l'impôt sur le revenu et de la plupart des impôts d'État jusqu'au 1^{er} juillet 1999.

- C. L'Office australien du blé est le seul exportateur du blé australien. Le marché intérieur du blé est déréglementé depuis 1989. Les négociants en céréales ont un accès illimité au marché intérieur et les producteurs ont le choix de livrer leur blé aux sociétés de l'Office pour mise en commun ou pour vente au comptant, ou de le vendre à des marchands ou à des minotiers, par exemple. Un système d'appels d'offres pour les ventes intérieures de blé provenant des fonds de mise en commun de l'Office a été institué en 1996. L'Office délivre des licences d'exportation de blé en sacs ou en

conteneurs, selon les lignes directrices établies. Dans certains cas, l'Office peut accorder des licences d'exportation en vrac, si cela ne risque pas de porter atteinte aux recettes communes.

Depuis 1989, il y a une augmentation de la concurrence dans les secteurs du stockage, de la manutention et du transport des céréales, et l'Office australien du blé et les autres négociants en céréales peuvent désormais choisir les services les plus efficaces, qu'ils soient ou non assurés par les pouvoirs publics des États. Il y a également eu accroissement de la réglementation des marchés intérieurs des autres céréales.

- D. La filiale de mise en commun AWB (International) Ltd est tenue par la loi d'acheter tout le blé qui lui est offert pour mise en commun et qui répond aux normes de classification et autres. Ce n'est pas l'Office australien du blé qui détermine les importations et les exportations de blé. Chacun est libre d'importer du blé, sous réserve des restrictions sanitaires et phytosanitaires. De même, chacun peut exporter du blé, à condition d'obtenir le consentement préalable de l'Office australien du blé. Les volumes d'exportation sont déterminés par le niveau de production dans chaque année et par d'autres facteurs pertinents du marché.
- E. Les prix à l'exportation du blé australien sont fixés selon des critères purement commerciaux, en concurrence avec les offres des autres grands exportateurs sur les mêmes marchés. Les recettes d'exportation et toutes les autres recettes de chaque fonds de mise en commun établies pour une catégorie particulière (type et qualité) de blé, sont retournées aux participants au fonds de mise en commun, après déduction des frais de commercialisation et de financement et des autres frais connexes pour l'Office.
- F. Les niveaux d'importation sont faibles et peuvent être assurés par l'Office ou par tout autre négociant individuel, sous réserve de l'approbation de quarantaine (les importations de l'Office ne sont pas indiquées séparément dans les statistiques). Le prix de vente du produit intérieur est déterminé par le marché intérieur du blé, et il n'y a pas de droits supplémentaires. Les recettes recueillies sont retournées au fonds général de l'Office australien du blé.
- G. L'Office australien du blé négocie ses contrats de vente selon des critères commerciaux, en vue d'atteindre les objectifs que lui fixe la Loi, et principalement de maximiser les recettes nettes pour les producteurs faisant des livraisons aux fonds de mise en commun. Les détails des contrats ne sont pas publics. L'Office australien du blé peut conclure des contrats à long terme ou d'autres arrangements de commercialisation, selon des critères purement commerciaux.
- H. Plus de 80 pour cent de la production de blé de l'Australie est exportée chaque année. Le reste est vendu sur le marché intérieur déréglementé pour la mouture (farine et utilisations industrielles) ou pour l'alimentation des animaux. Les prix intérieurs suivent les prix internationaux reflétés dans les recettes estimées du fonds de mise en commun. L'Australie a commencé à avoir un marché à terme pour le blé en mars 1996, et un système d'appel d'offres pour les ventes intérieures de blé des fonds de mise en commun de l'Office australien du blé a été institué plus tard la même année. Les importations de blé sont en franchise de droits, mais sujettes aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires.

3. Wool International

- A. Wool International est actuellement tenue, par la loi qui la régit, d'aliéner (vendre) la réserve à un rythme non inférieur à 90 000 balles par trimestre civil et non supérieur à 350 000 balles par trimestre civil (en moyenne, une balle de laine pèse 179 kg). Il faut noter que, depuis le 1^{er} juillet 1991, le taux d'aliénation de la réserve a varié, selon les contraintes législatives du moment, qui comprenaient un échéancier d'amortissement de la dette et un échéancier d'aliénation fixe à bande étroite.

Wool International n'est pas un négociant en laine. Il a des pouvoirs limités d'acheter de la nouvelle laine que lorsqu'il devient évident que les aliénations d'un trimestre dépasseront le maximum permis par la loi.

Le 1^{er} juillet 1991, la réserve était de 4,6 millions de balles, et elle était financée par une dette accumulée de 2,7 milliards de dollars. Au 30 juin 1998, la réserve n'était plus que de 1,1 million de balles, et la dette accumulée de 256 millions de dollars.

La loi fixe à Wool International l'objectif de "favoriser la rentabilité et l'efficacité de l'industrie lainière australienne en assurant l'aliénation et la gestion de la réserve de laine de manière à maximiser les recettes nettes pour l'industrie australienne de production de laine, par la vente de la laine de réserve et de la nouvelle laine".

Pour atteindre cet objectif, Wool International gère la réserve en vue d'avoir le moins d'incidences possibles sur le marché de la nouvelle laine. Pour cela, il différencie la laine de réserve de la nouvelle laine par: l'emplacement (une partie de la laine de réserve se trouve outre-mer); la présentation (la laine de réserve est entreposée sous forme comprimée dans des groupes de taille moyenne de 60 balles, alors que la nouvelle laine n'est pas comprimée et est gardée dans des lots de taille moyenne de 6 balles); et la méthode de vente. Wool International vend essentiellement par des conventions de gré à gré, alors que le gros de la nouvelle laine est vendu à l'encan. La majorité des clients de Wool International comprennent les sociétés qui achètent de la nouvelle laine à l'encan.

- B. Wool International a été établi, et est maintenu en existence, pour l'aliénation, à des fins publiques, de la réserve de laine et d'autres avoirs, et pour le remboursement de la dette garantie du gouvernement. Par conséquent, bien que la Loi sur Wool International oblige à adopter des principes commerciaux dans le respect des contraintes de l'échéancier de livraison, certaines concessions sont faites à Wool International.

Une garantie légale du Commonwealth d'Australie s'applique aux montants à payer relativement aux emprunts et aux activités de couverture qui concernent l'accomplissement de fonctions relatives à la réserve ou à la dette accumulée. Wool International ne paie pas de droit au Commonwealth pour cette garantie.

Wool International n'est pas assujetti, non plus, à l'impôt sur le revenu du Commonwealth. Cependant, Wool International est tenu de payer un droit de timbre imposé en vertu de la loi d'un État ou d'un territoire, ainsi que les autres impôts qui peuvent être prescrits par règlement (par exemple, l'impôt sur les salaires).

Wool International a été le bénéficiaire d'une taxe sur la laine prélevée sur la vente de laine vierge pour aider la gestion de la dette. La taxe sur la laine pour Wool International n'a pas été appliquée sur la laine vierge vendue depuis le 1^{er} juillet 1996.

- C. Wool International est la seule entité qui fait la vente de la réserve de laine accumulée dans le cadre de l'ancien mécanisme de prix planchers.

Lorsque la laine de réserve s'ajoute à l'offre de laine disponible de la production courante, Wool International est essentiellement en concurrence avec la nouvelle laine pour répondre aux besoins de laine des commerçants, des négociants et des transformateurs.

Wool International applique les mêmes conditions de vente et les mêmes prix également à tous ses clients. Compte tenu des obligations légales de maximisation des recettes au titre de la vente de nouvelle laine et de laine de réserve, Wool International applique des restrictions quantitatives pour les ventes aux clients individuels, et pour l'ensemble des clients, au jour le jour. Ces limitations sont déterminées en fonction de facteurs commerciaux.

- D. Wool International n'importe pas de produit. L'exportation de laine par Wool International se limite généralement à l'expédition à des endroits de stockage stratégique à l'étranger, pour son propre compte. Wool International peut ensuite vendre la laine pour répondre aux besoins de juste à temps de sa clientèle. La vente à l'exportation de laine en mode c.a.f. ou f.o.b. à des clients est une fonction commerciale assurée par les marchands, les négociants et les transformateurs.

Les décisions d'exporter de la laine vers des endroits de stockage à l'étranger sont fondées uniquement sur des considérations commerciales. Les facteurs pris en compte sont notamment: les coûts relatifs d'entreposage; la capacité de recouvrer intégralement les coûts d'expédition et autres; le niveau des stocks à l'étranger; et les perspectives du marché de la laine. C'est une activité purement commerciale.

- E. Ainsi qu'il est indiqué en D ci-dessus, Wool International exporte pour la constitution de stocks. Les prix de la laine provenant des stocks détenus à l'étranger et vendue aux termes de conventions de gré à gré sont établis en fonction des prix courants du marché en Australie (établis par les ventes aux enchères de nouvelle laine) et une marge pour le recouvrement des coûts d'expédition et autres.

La trésorerie provenant des ventes intérieures et à l'exportation sert à couvrir les dépenses d'exploitation et à amortir la dette accumulée.

- F. Sans objet.

- G. La méthode privilégiée de vente de Wool International est la convention de gré à gré de vente à terme. La convention de vente peut prévoir la livraison dans un an mais, dans la plupart des cas, les livraisons s'effectuent dans les trois mois de la date de la vente.

Wool International ne conclut pas actuellement de contrats d'approvisionnement à long terme, et ne sert pas à remplir les obligations contractuelles du gouvernement.

H. Structure du marché

	Laine de réserve	Nouvelle laine
1. Fournisseur	Wool International	Environ 60 000+ producteurs de laine.
2. Méthode de vente	Convention de gré à gré.	L'essentiel de la laine est vendue à l'encan à des centres de vente par des courtiers pour le compte des producteurs de laine.
3. Acheteurs	Marchands, négociants, transformateurs.	Marchands, négociants, transformateurs.
4. Exportation assurée par:	Wool International pour compte propre vers des endroits de stockage à l'étranger. Pour la laine livrée en Australie, marchands, négociants et transformateurs.	Marchands, négociants, transformateurs.
5. Transformée en peignés de laine par:	Transformateurs de laine au pays et à l'étranger.	Transformateurs de laine au pays et à l'étranger.

Une fois transformée en peignés, la laine de réserve ne peut plus être distinguée de la nouvelle laine.

4. Société du sucre du Queensland (Queensland Sugar Corporation)

- A. La Société du sucre du Queensland acquiert tout le sucre brut produit dans le Queensland. La Société est aussi chargée de surveiller la commercialisation des exportations de sucre brut, de négocier des arrangements pour l'expédition du sucre brut, de répartir le produit aux producteurs et de coordonner les mesures de régulation de la production.
- B. La Société a les droits exclusifs de commercialisation du sucre produit dans le Queensland (94,37 pour cent de la production totale de l'Australie, moyenne de 1995-1997). Ces droits exclusifs ne s'étendent pas au sucre produit en Nouvelle-Galles du Sud ou en Australie occidentale. La Société ne jouit pas d'autres droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux.
- C. La société est l'unique exportateur de sucre du Queensland. Il n'y a pas de restrictions quant au type d'organisme capable d'importer du sucre en Australie. Il n'est pas appliqué de droit d'importation aux importations de sucre.
- Il n'y a pas de restrictions légales applicables aux activités de commercialisation ou d'exportation des industries de la Nouvelle-Galles du Sud ou de l'Australie occidentale.
- D. Il n'y a pas de restrictions à l'importation de sucre. Les niveaux d'exportation sont déterminés en fonction de critères purement commerciaux. Il n'y a pas de droit tarifaire sur le sucre importé.

- E. Les prix à l'exportation sont déterminés par le marché mondial. Les recettes sont distribuées aux producteurs en fonction des recettes communes. Les recettes servent aussi à couvrir les coûts de commercialisation et d'exploitation de la Société.
- F. Sans objet; la Société n'importe pas de sucre.
- G. La Société conclut des contrats à long terme, en fonction de critères commerciaux. La Société n'est pas tenue de remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics.
- H. Le marché du Queensland fonctionne dans le sens exposé à la sous-section A ci-dessus. La Nouvelle-Galles du Sud et l'Australie occidentale fonctionnent dans un cadre de libre marché, mais la Coopérative de broyage du sucre de la Nouvelle-Galles du Sud commercialise le sucre de la Nouvelle-Galles pour le compte de ses membres et les producteurs d'Ord ont passé un contrat à la société CSR pour la commercialisation de son sucre, selon des modalités qui font l'objet d'un examen annuel.

Il n'y a pas d'obstacles tarifaires aux importations de sucre ni de subventions à la production intérieure ou aux exportations, si bien que les prix intérieurs du sucre brut reflètent les niveaux de parité à l'exportation. Le marché international du sucre est caractérisé par l'intervention gouvernementale dans les pays importateurs et exportateurs.

5. Grainco

- A. L'entreprise de base de Grainco comprend le stockage et la manutention des céréales, la logistique, la commercialisation et le commerce et la vente des semences, des engrais et des produits chimiques, le crédit agricole et l'assurance-récolte. En outre, par ses filiales, Grainco s'occupe d'une gamme de produits et offre des services de consultation et de gestion du risque aux industries agricoles.

Grainco est une entreprise agro-industrielle établie dans le Queensland et est détenue par les producteurs de céréales du Queensland. Elle a été créée en 1991 et elle est régie par la *Loi de 1991 sur la restructuration de l'industrie céréalière*. En 1995, Grainco s'est transformée de coopérative en société anonyme non cotée en bourse.

- B. Grainco est un vendeur unique d'orge d'exportation en provenance du Queensland. Grainco a des pouvoirs exclusifs pour l'ensemble du blé et de l'orge produits dans le Queensland, et du sorgho produit dans le centre du Queensland. Cependant, il est accordé des exemptions générales à l'égard de la livraison de céréales de Grainco pour le blé, le sorgho et l'orge à vendre sur le marché intérieur.
- C. L'exportation d'orge n'est pas permise aux autres commerçants du Queensland. Cependant, Grainco n'est pas seul exportateur d'orge de l'Australie. Grainco n'importe pas d'orge.
- D. Grainco détermine les exportations d'orge en fonction de critères purement commerciaux (par exemple, excédent par rapport à l'utilisation intérieure).

- E. Les prix à l'exportation sont déterminés par Grainco et les acheteurs étrangers en fonction de critères commerciaux. Les contrats de fourniture d'orge aux marchés d'exportation sont généralement déterminés par les prix du marché de l'orge. Les recettes nettes provenant des ventes communes de céréales de Grainco sont retournées aux producteurs.
- F. Sans objet; Grainco n'importe pas d'orge.
- G. Grainco négocie des contrats à court et à long terme pour la fourniture de céréales en fonction de critères commerciaux. Grainco ne sert pas à remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics.
- H. Environ 60 pour cent de la production nationale d'orge est exportée chaque année. L'orge est exportée par un guichet unique dans chaque État continental; par Grainco (Queensland), par l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud (Nouvelle-Galles du Sud), par l'Office australien de l'orge (Victoria et Australie méridionale) et par le Groupement céréalier de l'Australie occidentale (Australie occidentale). La commercialisation intérieure de l'orge est généralement déréglementée par voie d'exemptions ou de licences dans les divers États. Les prix intérieurs sont largement déterminés par les prévisions de recettes communes des marchés d'exportation de l'orge et par la disponibilité intérieure d'autres céréales de provende. Il n'y a pas d'obstacles à l'importation pour l'orge, si ce n'est les restrictions sanitaires et phytosanitaires.

Le niveau d'exportation d'orge de Grainco est déterminé par l'excédent par rapport à l'utilisation intérieure. Les exportations totales ont fluctué dans une fourchette de zéro à 645 000 tonnes, mais leur moyenne a été d'environ 150 000 tonnes au cours des 15 dernières années. L'importateur de loin le plus constant d'orge du Queensland est le Japon, qui en importe 50 000 tonnes par an, en moyenne.

6. Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Grains Board)

- A. Les opérations de l'Office se limitent aux activités visant à améliorer la commercialisation et la promotion des céréales secondaires et des graines oléagineuses de la Nouvelle-Galles du Sud. L'Office fait fonction d'agent de commercialisation pour l'exportation des produits qui lui sont confiés en vertu d'un accord de guichet unique pour la Nouvelle-Galles du Sud, et il fonctionne également comme guichet unique pour les ventes intérieures d'orge de brasserie de la Nouvelle-Galles du Sud. L'Office est également actif sur le marché d'exportation via un certain nombre d'options de vente, dont la vente directe à des utilisateurs finals en mode f.a.b. ou c.a.f. et à des agents et des négociants.

L'Office fonctionne également comme agent de commercialisation et fait des opérations sur des céréales non réglementées et sur le marché du blé intérieur. Il a aussi fait fonction d'agent pour l'exportation de colza pour l'Office australien de l'orge.

En outre, l'Office est associé au maintien de laboratoires, à l'exécution de recherches, à la conclusion d'accords de commercialisation et à la publication de renseignements pertinents.

- B. *La Loi sur la commercialisation des céréales de la Nouvelle-Galles du Sud* prévoit que les produits déclarés en Nouvelle-Galles du Sud reviennent à l'Office, qui a alors les pouvoirs exclusifs de commercialisation et est responsable de la commercialisation des produits prescrits (c'est-à-dire céréales secondaires et graines oléagineuses). Comme il est mentionné à la sous-section A ci-dessus, l'Office est l'exportateur unique des céréales qui lui sont confiées ainsi que le vendeur unique pour les ventes intérieures d'orge de brasserie de la Nouvelle-Galles du Sud.

L'Office nomme également des agents et des acheteurs autorisés, qui lui servent d'agents de commercialisation et d'acheteurs. Un régime d'acheteurs autorisés a été institué pour le commerce intérieur des produits confiés à l'Office. Les acheteurs s'inscrivent auprès de l'Office et perçoivent un droit sur les produits qu'ils traitent.

L'Office a aussi les pouvoirs suivants en vertu de sa Loi:

- transformer les produits en d'autres produits;
- fixer les prix de gros pour le classement, les classes et les descriptions des produits qui lui sont confiés;
- faire fonction d'acheteur pour les intrants agricoles.

L'Office n'a jamais exercé ces pouvoirs.

- C. L'Office est le seul exportateur des produits de la Nouvelle-Galles du Sud visés par règlement et le seul vendeur intérieur d'orge de brasserie de la Nouvelle-Galles du Sud. Cependant, l'Office n'est pas le seul exportateur australien de ces produits: il ne s'occupe que de la production de la Nouvelle-Galles du Sud. Les exportations nationales de ces marchandises sont effectuées par des négociants privés et d'autres entités infranationales, comme le Groupement céréalier de l'Australie occidentale et l'Office australien de l'orge.

L'Office n'importe pas de céréales. Les négociants privés peuvent importer et commercialiser des céréales secondaires et des graines oléagineuses à leur discrétion et dans le respect des restrictions sanitaires et phytosanitaires nationales.

- D. Les exportations des produits dont l'Office est responsable sont déterminées par les prix internationaux de ces produits par rapport aux prix intérieurs et d'autres considérations commerciales liées au coût de l'exportation. L'Office n'importe pas de produits.
- E. Les prix à l'exportation sont déterminés par les prix mondiaux courants. Les recettes provenant des ventes à l'exportation et sur le marché intérieur sont versées aux producteurs en fonction des recettes mises en commun. Un certain nombre de fonds de mise en commun fonctionnent pour des catégories et classes distinctes de céréales. L'Office offre également une gamme d'autres options de commercialisation et de paiement, y compris des transactions au comptant et des contrats à terme. Il opère aussi des déductions en fonction des dépenses engagées pour la commercialisation du produit, des frais d'administration qu'il engage ou des autres activités qu'il mène en vertu de la Loi.

- F. Sans objet.
- G. Les contrats sont négociés en fonction de critères purement commerciaux visant à la maximisation des recettes pour les producteurs.
- H. Environ 60 pour cent de la production nationale d'orge est exportée chaque année. L'orge est exportée par un guichet unique dans chaque État continental; par Grainco (Queensland), par l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud (Nouvelle-Galles du Sud), par l'Office australien de l'orge (Victoria et Australie méridionale) et par le Groupement céréalier de l'Australie occidentale (Australie occidentale). La commercialisation intérieure de l'orge est généralement déréglementée par voie d'exemptions ou de licences dans les divers États. Les prix intérieurs sont largement déterminés par les prévisions de recettes communes des marchés d'exportation de l'orge et par la disponibilité intérieure d'autres céréales de provende. Il n'y a pas d'obstacles à l'importation pour l'orge, si ce n'est les restrictions sanitaires et phytosanitaires.

Le sorgho à grains se négocie librement sur le marché intérieur, en vertu d'exemptions ou de licences dans le Queensland et en Nouvelle-Galles du Sud. La vente de sorgho destiné à l'exportation en Nouvelle-Galles du Sud s'effectue par le guichet unique de l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud. Pour les graines oléagineuses, la vente intérieure est déréglementée, mais la Nouvelle-Galles du Sud applique des arrangements d'exportation par guichet unique par l'intermédiaire de l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud et, en Australie occidentale, par l'intermédiaire du Groupement céréalier de l'Australie occidentale.

Les prix intérieurs du sorgho et des graines oléagineuses sont dans une large mesure déterminés par les recettes provenant des marchés d'exportation, et, pour le sorgho, par la disponibilité intérieure d'autres céréales de provende. Il n'y a pas d'obstacles à l'importation pour le sorgho et les graines oléagineuses, si ce n'est les restrictions sanitaires et phytosanitaires.

7. Office australien de l'orge (Australian Barley Board)

- A. Les opérations de l'Office sont limitées aux activités suivantes:
- a) contrôler la commercialisation de l'orge produite dans le Victoria et en Australie méridionale;
 - b) commercialiser et promouvoir les céréales sur les marchés intérieur et étranger, avec efficience et efficacité;
 - c) collaborer et, après consultation, conclure des accords avec:
 - i) les réceptionnaires autorisés pour ce qui est de la manutention et de l'entreposage des céréales;
 - ii) les transporteurs pour ce qui est du transport des céréales;
 - d) déterminer les normes pour les classes et les catégories de céréales livrées à l'Office;

- e) déterminer les normes pour l'état et la qualité des céréales livrées aux acheteurs par les réceptionnaires autorisés;
 - f) donner des conseils, sur demande, aux ministres du Victoria et de l'Australie méridionale au sujet de la commercialisation des céréales.
- B. Par un mécanisme de livraison obligatoire, où l'orge (en plus de l'avoine en Australie occidentale) doit être livré à l'Office australien de l'orge ou à une personne à qui l'Office a délivré un permis ou une licence lui permettant d'acheter directement de l'orge aux producteurs pour l'alimentation des animaux au pays ou la transformation intérieure, respectivement, l'Office australien de l'orge devient le seul exportateur d'orge et d'avoine produites dans le Victoria et en Australie méridionale.

L'Office a le pouvoir:

- a) d'acquérir de l'orge et d'autres céréales (que l'Australie produise ou pas de l'orge ou d'autres céréales);
- b) de disposer de l'orge et des autres céréales;
- c) de nommer des agents, ou de faire fonction d'agent, en Australie ou à l'extérieur;
- d) de donner des garanties ou des indemnités;
- e) de prendre des dispositions pour la commercialisation de l'orge et d'autres céréales;
- f) de promouvoir, de mener ou de financer de la recherche et du développement pour aider à la production ou à commercialisation d'orge et d'autres céréales;
- g) tous les autres pouvoirs qui lui sont confiés en vertu de la Loi du Victoria ou de la Loi de l'Australie méridionale.

L'Office ne bénéficie pas d'une garantie du gouvernement pour ses emprunts.

- C. L'Office permet l'exportation d'orge (et d'avoine en Australie méridionale) en conteneurs ou en sacs. Il n'y a actuellement pas d'autres exportateurs d'orge ou d'avoine en vrac produites dans le Victoria ou en Australie méridionale. On trouvera ci-après (en H) d'autres renseignements sur les concurrents intérieurs et les conditions intérieures.

Le marché de l'orge fourragère intérieure est effectivement déréglementé, car les licences sont délivrées automatiquement et sans frais. Les malteurs ont conclu des conventions avec l'Office comme condition de la licence les autorisant à acheter de l'orge de brasserie directement aux producteurs.

- D. La quantité de produit exporté dépendra des conditions du marché et des prix relatifs sur les marchés mondial et intérieur. L'Office cherche à maximiser le prix reçu et, donc, les recettes pour les producteurs. L'Office n'importe pas d'orge.

- E. Les céréales se négocient au prix courant du marché. Les recettes nettes provenant des ventes du fonds de mise en commun sont retournées aux producteurs qui font des livraisons à ces fonds.
- F. Sans objet.
- G. Les contrats se négocient en fonction de critères purement commerciaux et visent à maximiser les recettes pour les producteurs.
- H. Environ 60 pour cent de la production nationale d'orge est exportée chaque année. L'orge est exportée par un guichet unique dans chaque État continental; par Grainco (Queensland), par l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud (Nouvelle-Galles du Sud), par l'Office australien de l'orge (Victoria et Australie méridionale) et par le Groupement céréalier de l'Australie occidentale (Australie occidentale). La commercialisation intérieure de l'orge est généralement déréglementée par voie d'exemptions ou de licences dans les divers États. Les prix intérieurs sont largement déterminés par les prévisions de recettes communes des marchés d'exportation de l'orge et par la disponibilité intérieure d'autres céréales de provende. Il n'y a pas d'obstacles à l'importation pour l'orge, si ce n'est les restrictions sanitaires et phytosanitaires.

Le marché intérieur de l'avoine est essentiellement déréglementé. Cependant, les exportations d'avoine sont sujettes à la vente à guichet unique par l'Office australien de l'orge en Australie méridionale, et par l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud en Nouvelle-Galles du Sud.

8. Groupement céréalier de l'Australie occidentale (Grain Pool of Western Australia)

- A. Le Groupement céréalier de l'Australie occidentale, créé par le gouvernement d'Australie occidentale en vertu de la *Loi de 1975 sur la commercialisation des céréales*, a pour mission d'assurer la commercialisation ordonnée de l'orge, des lupins et du colza. Le groupement céréalier a des pouvoirs de vente à guichet unique pour ces céréales. Le Groupement céréalier est une grande administration de commercialisation de céréales multiples, qui traite environ 2,5 millions de tonnes de céréales par an, représentant quelque 500 millions de dollars.

Il existe des fonds de mise en commun saisonniers pour toutes les céréales visées par la loi, qui permettent à tous les producteurs de participer aux coûts indirects de la commercialisation de la récolte, tandis que les coûts directs de la manutention des céréales et de leur expédition vers les ports est un coût individuel pour les producteurs. Pour chaque céréale visée par la loi, il y a au moins un fonds de mise en commun par saison, et chacun est comptabilisé séparément pour tous les autres fonds de mise en commun.

Les autres céréales (faisant l'objet d'échanges) non visées par la loi sont achetées par le Groupement céréalier dans le cadre de contrats d'achat.

- B. La Loi donne au Groupement céréalier le droit exclusif d'exporter d'Australie les céréales de l'Australie occidentale qui sont visées par la loi. Cela ne vaut pas pour les céréales visées passées par un processus générateur de valeur ajoutée qui en modifie les caractéristiques physiques. En tant qu'organisme sans but lucratif, le Groupement

céréaliier ne paie pas d'impôt. Il ne reçoit pas d'aide financière ni de concessions des pouvoirs publics.

- C. Le Groupement céréaliier est le seul exportateur de céréales visées par la loi en Australie occidentale. Pour les céréales non visées par la loi, toute partie peut exporter, dans la mesure où elle satisfait aux exigences de certification de quarantaine. Comme on le voit ci-après à la sous-section H, le Groupement céréaliier n'est pas le seul exportateur/négociant de céréales australiennes.
- D. Les quantités d'exportation sont déterminées par la quantité de céréales visées par la loi qui est livrée au fonds de mise en commun et par les besoins du marché. Il n'est offert ni contingents ni incitations.
- E. Les prix à l'exportation sont déterminés par le prix de vente négocié par le Groupement céréaliier. Pour chaque fonds de mise en commun, le producteur reçoit le prix moyen reçu pour les céréales livrées au fonds de mise en commun, après déduction des frais d'administration du fonds de mise en commun.
- F. Le Groupement céréaliier ne fait pas d'importations de céréales.
- G. Le Groupement céréaliier peut conclure des contrats à long terme, à sa discrétion. Le Groupement céréaliier n'est pas tenu de remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics.
- H. Environ 60 pour cent de la production nationale d'orge est exportée chaque année. L'orge est exportée par un guichet unique dans chaque État continental; par Grainco (Queensland), par l'Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud (Nouvelle-Galles du Sud), par l'Office australien de l'orge (Victoria et Australie méridionale) et par le Groupement céréaliier de l'Australie occidentale (Australie occidentale). La commercialisation intérieure de l'orge est généralement déréglementée par voie d'exemptions ou de licences dans les divers États. Les prix intérieurs sont largement déterminés par les prévisions de recettes communes des marchés d'exportation de l'orge et par la disponibilité intérieure d'autres céréales de provende.

En raison de la faible taille du marché intérieur et des niveaux élevés de production, l'industrie céréalière de l'Australie occidentale est très fortement orientée vers les exportations. Pour l'orge, plus de 80 pour cent de la production est exportée et il y a une utilisation locale en brasserie et en alimentation des animaux. Dans le cas des lupins, plus de 70 pour cent de la production est exportée, et la consommation intérieure est pour l'alimentation des animaux. Le colza est actuellement presque tout exporté, mais une usine de broyage d'une capacité finale de 250 000 tonnes doit être aménagée dans le Sud de l'État. Les seules restrictions d'importation ont trait aux questions de quarantaine.

9. Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Rice Marketing Board)

- A. Le riz produit en Nouvelle-Galles du Sud est acquis à l'Office. L'Office est chargé de réceptionner, d'entreposer et de commercialiser tout le riz paddy récolté chaque année en Nouvelle-Galles du Sud. L'Office autorise la Ricegrowers Co-operative Limited (RCL), qui, du fait de son autorisation, est la seule à commercialiser le riz de la

Nouvelle-Galles du Sud. La coopérative commercialise le riz de la Nouvelle-Galles du Sud autant sur le marché intérieur qu'à l'étranger aux prix mondiaux du marché libre.

- B. La coopérative est la seule à commercialiser le riz de la Nouvelle-Galles du Sud sur les marchés mondiaux. Tout le riz produit en Nouvelle-Galles du Sud est acquis à l'Office. L'Office n'a pas de contrôle ni de pouvoir sur l'importation du riz.
- C. L'Office est le seul à exporter et à commercialiser le riz de la Nouvelle-Galles du Sud en Australie. Il n'y a pas de contrôles sur le riz produit ailleurs en Australie ou sur les importations.
- D. Les exportations sont déterminées par les prix du marché mondial et du marché intérieur.
- E. Les prix à l'exportation sont déterminés par les prix du marché mondial et du marché intérieur.
- F. Ni l'Office ni la coopérative n'importe de riz en Australie, sauf dans des circonstances extrêmes. Une filiale en propriété exclusive de la coopérative importe du riz (principalement de la Thaïlande) pour des marchés intérieurs spécialisés. Le prix du riz importé est établi selon des mécanismes normaux de commercialisation et les recettes générées par la filiale sont acquises à la société.
- G. Ni l'Office, ni la coopérative, n'a conclu de contrats à long terme pour la vente de quelque produit que ce soit. La stratégie de commercialisation consiste à créer des relations avec les clients et à fournir le produit au fur et à mesure des commandes.
- H. Environ 85 pour cent de la production totale de la Nouvelle-Galles du Sud est vendue sur le marché d'exportation. Le marché intérieur représente environ 200 000 tonnes et est sujet à la concurrence de la production des autres États et des importations, qui s'élève à environ 40 000 tonnes par an. Il n'y a pas de restrictions à l'importation de riz en Australie sous forme de droits tarifaires ou autres.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES (VOIR LES TABLEAUX I-III CI-JOINTS)

V. RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER (LE CAS ÉCHÉANT)

i-ix) Sans objet.

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (LE CAS ÉCHÉANT)

1. Wool International

En décembre 1998, le gouvernement australien a adopté une loi pour bloquer toutes les ventes de laine provenant de la réserve et amorcer le processus de privatisation de Wool International. Le gouvernement australien a déposé une mesure législative pour transformer Wool International en société privée soumise à la Loi sur les sociétés. À la date de conversion du 1^{er} juillet 1999, la propriété de la réserve a été transférée aux porteurs de parts d'alors. Les porteurs de parts d'origine étaient les producteurs de laine qui ont payé la taxe sur la laine au cours de la période 1993-1996 pour

rembourser la dette de la réserve. Certaines parts ont été vendues à d'autres investisseurs depuis leur émission, mais le gouvernement n'en n'a pas achetées.

Depuis la date de la conversion, le gouvernement australien ne joue aucun rôle dans la gestion de la réserve de laine, et le gouvernement a retiré sa garantie de la dette de Wool International après la conversion. La nouvelle société opère sur le marché en mode purement commercial, et n'est plus une entreprise commerciale d'État. Par conséquent, Wool International ne figurera plus dans les notifications futures.

ÉLÉMENTS NON SIGNALÉS DANS CETTE NOTIFICATION

Les entités suivantes, dont il était question dans les notifications antérieures, ne sont pas mentionnées dans la présente notification:

1. Société australienne des produits horticoles (Australian Horticultural Corporation)

Le pouvoir de mener des activités commerciales dans les produits horticoles a été retiré en 1994. Cependant, à la demande des secteurs concernés, la Société australienne des produits horticoles fait actuellement usage de ses pouvoirs de contrôle des exportations pour accorder et réexaminer les licences d'exportation et déterminer les conditions dans lesquelles sont autorisées les exportations de pommes, de poires, d'agrumes, et de fruits à noyau (sans les cerises). La Société australienne des produits horticoles administre actuellement les licences d'exportation pour les industries des pommes, des poires, des agrumes et des fruits à noyau (sans les cerises), à la demande de ces secteurs. Le système de licences d'exportation sert à administrer les contingents imposés par le Taipei chinois pour les importations australiennes de pommes, de poires ou de prunes et d'agrumes. Dans les autres marchés d'exportation, les licences servent à imposer des conditions à la production pour l'exportation, comme des exigences relatives à l'emballage et à la qualité. Il n'y a pas de restriction quant au nombre de licences d'exportation délivrables, et quiconque demande une licence en reçoit une pourvu qu'il ne soit pas en faillite ou n'ait pas de casier judiciaire de date récente.

À part les exportations sujettes aux dispositions de licence de la Société australienne des produits horticoles pour les besoins du marché du Taipei chinois, l'exportation et l'importation de produits horticoles sont l'affaire de négociants privés opérant sur le marché libre.

2. Office australien des fruits secs (Australian Dried Fruits Board)

L'Office australien des fruits secs ne peut se livrer à des opérations commerciales. Il fait des recommandations à l'égard des licences d'exportation à la Société australienne des produits horticoles, qui a le pouvoir d'administrer les licences d'exportation pour les raisins secs. À part les exportations soumises aux dispositions de licence de la Société australienne des produits horticoles, l'exportation et l'importation de raisins secs est l'affaire de négociants privés opérant sur le marché libre.

3. Société australienne des vins et spiritueux (Australian Wine and Brandy Corporation)

La Société australienne des vins et spiritueux ne mène pas d'opérations commerciales. Sa loi habilitante a la charge d'administrer l'exportation de vins d'Australie. Les pouvoirs de la Société australienne des vins et spiritueux en matière d'exportations sont de délivrer des licences aux demandeurs, qui satisfont aux prescriptions, pour l'exportation de produits à base de raisins.

La Société australienne des vins et spiritueux peut déterminer les conditions à appliquer aux indications géographiques enregistrées, aux expressions traditionnelles enregistrées, aux expressions

protégées accessoires enregistrées relativement aux vins fabriqués en Australie ou dans un pays signataire d'un accord OIV ou enregistrées relativement à un pays étranger qui n'est pas un pays signataire de l'Accord. Elle peut aussi déterminer les variétés de raisins pouvant servir à la fabrication de vin en Australie et fixer les conditions à appliquer à la description et à la présentation du vin fabriqué de raisins de ces variétés.

À part les exportations sujettes aux dispositions de licence de la Société australienne des vins et spiritueux, l'exportation et l'importation de produits à base de raisins est l'affaire de négociants privés opérant sur le marché libre. La Société australienne des vins et spiritueux ne mène pas elle-même d'opérations sur le marché intérieur ni sur le marché étranger.

SECTION IV: RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES (TABLEAUX I-III)

NOTES

Les données requises pour ces tableaux ne sont pas toujours disponibles, de sorte que les chiffres des différentes colonnes ne sont généralement pas comparables. En particulier, il n'y a pas eu de redressements pour des facteurs comme la quantité, le transport, les conditions, et les différences de période (p. ex., année de commercialisation par opposition à exercice financier). Il a fallu exploiter des sources différentes, ce qui donne lieu également à un défaut de comparabilité. En outre, une bonne part des données ne sont pas recueillies et ne sont par ailleurs pas disponibles. Dans la mesure du possible, des estimations sont données. Pour les prix intérieurs, dans un certain nombre de cas, une estimation des prix de parité des importations est donnée, mais cela a normalement pour effet de gonfler considérablement les prix intérieurs réels.

Clé d'interprétation des notes:

n.d. non disponible.

s.o. sans objet.

- 1 Société australienne des produits laitiers, non publié, 2000.
- 2 Direction australienne de l'agriculture et des ressources (Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics), *Australian Commodity Statistics*, 1999.
- 3 Office australien du blé, non publié, 2000.
- 4 Articles de laine non désignés séparément par ligne tarifaire (filés de laine, peignés, textiles, etc.).
- 5 Société du sucre du Queensland, non publié, 2000.
- 6 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, prix de parité des importations.
- 7 Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud, non publié, 2000.
- 8 Groupement céréalier de l'Australie occidentale, non publié, 2000.
- 9 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé des prix de parité des importations.
- 10 Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud, non publié, 2000.
- 11 Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud, non publié, 2000, estimation.
- 12 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, prix indicateur australien.
- 13 La Société australienne des produits laitiers mène des opérations internationales en concurrence avec les négociants australiens de ces produits.
- 14 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, beurre et matière grasse.
- 15 Wool International.
- 16 Wool International, exporte des quantités limitées pour regarnir ses stocks à l'étranger.
- 17 Wool International, achats dans le cadre du système des prix de réserve entre 1989 et février 1991. Le système a été suspendu le 10 février 1991.
- 18 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, 106 tonnes brutes = 100 tonnes réelles.
- 19 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé de la valeur et du volume.
- 20 Grainco.
- 21 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé des exportations nationales/d'État.

- 22 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé du ratio de production.
- 23 Office australien du blé et Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé.
- 24 Toute la production du Queensland revient à la Société du sucre du Queensland.
- 25 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé des chiffres de valeur brute.
- 26 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, utilisation intérieure et importations.
- 27 Chiffres de l'Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud, *op. cit.*, dérivé.
- 28 Office australien de l'orge, non publié, 2000.
- 29 Groupement céréalier de l'Australie occidentale, *op. cit.*, dérivé.
- 30 Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé.
- 31 Chiffres du Groupement céréalier de l'Australie occidentale et de la Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé.
- 32 Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud et Direction australienne de l'agriculture et des ressources, *op. cit.*, dérivé.

TABLEAU I

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS

Désignation du(des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Unité	Exercice	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix	Production nationale
1			2	3	4	5	6	7
Beurre/huile de beurre/ mélanges (SH 0405) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	73 ¹ 111 105	Néant	s.o.	2 440 \$/t ¹ 2 350 \$/t 2 630 \$/t	s.o.	153 ¹ 158 164
Fromages (SH 0406) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	33 ² 32 31	Néant	s.o.	3 372 \$/t ¹ 3 361 \$/t 3 756 \$/t	s.o.	272 ¹ 290 310
Poudre de lait écrémé (SH 0402.10) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	1,35 ¹ 1,82 2,55	Néant	s.o.	3 103 \$/t ¹ 2 549 \$/t 2 450 \$/t	s.o.	215 ¹ 223 215
Poudre de lait entier (SH 0402.20) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	93 ¹ 109 109	Néant	s.o.	2 600 \$/t ¹ 2 680 \$/t 2 450 \$/t	s.o.	113 ¹ 134 128
Froment (blé) (SH 1001) - Office australien du blé	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	0,5 ³ 0,8 1	Moins de 1 ³ Moins de 1 Moins de 1	s.o.	304 \$/t ³ 241 \$/t 247 \$/t	s.o.	16 504 ² 23 702 19 417
Laine (brute) (SH 5101) - Wool International	Milliers de tonnes (en suint)	1995-1996 1996-1997 1997-1998	n.d. ⁴	Néant	s.o.	387c/kg ² 403c/kg 444c/kg	s.o.	697 ² 725 700
Sucres bruts de canne (SH 1701.11) - Société du sucre du Queensland	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	0,823 ⁵ 0,763 0,613	Néant	s.o.	416 \$/t ⁶ 373 \$/t 402 \$/t	s.o.	4 837 ² 5 301 5 567
Orge (SH 1003) - Grainco	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	18 ⁷ Néant Néant	Néant	s.o.	226.6 \$/t ² 180.7 \$/t 179.5 \$/t	s.o.	5 823 ² 6 696 6 482

Désignation du(des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Unité	Exercice	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix	Production nationale
1			2	3	4	5	6	7
Orge (SH 1003) - Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Comme ci-dessus	Néant	s.o.	Comme ci-dessus	s.o.	Comme ci-dessus
Orge (SH 1003) - Office australien de l'orge	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Comme ci-dessus	Néant	s.o.	Comme ci-dessus	s.o.	Comme ci-dessus
Orge (SH 1003) - Groupement céréaliier de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Comme ci-dessus	Néant	s.o.	Comme ci-dessus	s.o.	Comme ci-dessus
Sorgho (SH 1007) - Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	44 ⁷ n.d. n.d.	Néant	s.o.	200 \$/t ² 183 \$/t 160 \$/t	s.o.	1 591 ² 1 425 1 081
Colza (SH 1205) - Groupement céréaliier de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	0,25 ² 0,16 0,16	Néant	s.o.	373 \$/t ⁸ 346 \$/t 423 \$/t	s.o.	557 ² 642 860
Graines oléagineuses (SH 1207) - Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	90 ² 66 62	Néant	s.o.	566 \$/t ⁹ 564 \$/t 634 \$/t	s.o.	1 684 ² 1 815 2 056
Lupins (SH 0713.90) - Groupement céréaliier de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Néant ⁸ Néant Néant	Néant	s.o.	202 \$/t ² 211 \$/t 189 \$/t	s.o.	1 559 ² 1 560 1 380
Riz - Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud (SH 1006)	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	28 ² 36 38	2,35 ¹⁰ 5,06 2,56	613 \$/t ¹¹ 519 \$/t 602 \$/t	480 \$/t ¹² 433 \$/t 445 \$/t	s.o.	951 ² 1 388 1 331
Avoine (SH 1004) - Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	s.o.	Néant	s.o.	s.o.	s.o.	1 875 ² 1 653 1 634
Avoine (SH 1004) - Office australien de l'orge	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	s.o.	Néant	s.o.	s.o.	s.o.	Comme ci-dessus

TABLEAU II
RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS

Désignation du(des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Unité	Exercice	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
1			2	3	4	5	6	7
Beurre/huile de beurre/ mélanges (SH 0405) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	60 ² 100 95	s.o. ¹³ s.o. s.o.	s.o. s.o. s.o.	2 440 \$/t ¹ 2 350 \$/t 2 630 \$/t	2 993 ¹⁴ 2 217 2 513	153 ¹ 158 164
Fromages (SH 0406) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	119 ² 129 153	45 ¹ 48 47	3 338 \$/t ¹ 3 328 \$/t 3 718 \$/t	3 372 \$/t ¹ 3 361 \$/t 3 756 \$/t	3 881 \$/t ² 3 702 \$/t 3 955 \$/t	272 ¹ 290 310
Poudre de lait écrémé (SH 0402.10) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	169 ² 192 178	5 ¹ 12 9	3 072 \$/t ¹ 2 524 \$/t 2 426 \$/t	3 103 \$/t ² 2 549 \$/t 2 450 \$/t	2 845 \$/t ¹ 2 462 \$/t 2 495 \$/t	215 ¹ 223 215
Poudre de lait entier (SH 0402.20) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	81 ² 97 95	s.o. ¹³ s.o. s.o.	s.o. s.o. s.o.	2 600 \$/t ¹ 2 680 \$/t 2 450 \$/t	3 141 \$/t ² 2 779 \$/t 2 882 \$/t	113 ¹ 134 128
Froment (blé) (SH 1001) - Office australien du blé	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	13 298 ² 19 189 15 679	Exporté en totalité par l'Office australien du blé	259 \$/t ³ 200 \$/t 195 \$/t	304 \$/t ³ 241 \$/t 247 \$/t	287 \$/t ² 227 \$/t 235 \$/t	16 504 ² 23 702 19 417
Laine (brute) (SH 5101) - Wool International	Milliers de tonnes (valeur en brut)	1995-1996 1996-1997 1997-1998	4221 ⁵ 495 438	Néant ¹⁶ 19 3	s.o. ¹⁷ s.o. s.o.	387c/kg ² 403c/kg 444c/kg	453c/kg ¹⁵ 422c/kg 468c/kg	697 ¹⁵ 725 700

Désignation du(des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Unité	Exercice	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
1			2	3	4	5	6	7
Sucres bruts de canne (SH 1701.11) - Société du sucre du Queensland	Milliers de tonnes (valeur en brut)	1995-1996 1996-1997 1997-1998	4 219 ¹⁸ 4 568 4 758	4,242 ⁵ 4,514 4,516	379 \$/t ² 341 \$/t 343 \$/t	416 \$/t ⁶ 373 \$/t 402 \$/t	390 \$/t ¹⁹ 359 \$/t 380 \$/t	5 127 ² 5 619 5 901
Orge (SH 1003) - Grainco	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	4 042 ² 4 331 3 463	53 ²⁰ 175 n.d.	195 \$/t ² 137 \$/t 158 \$/t	227 \$/t ² 181 \$/t 180 \$/t	252 \$/t ⁷ 227 \$/t 241 \$/t	5 823 ² 6 696 6 482
Orge (SH 1003) - Office céréalière de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Comme ci-dessus	495 ² 707 n.d.	229 \$/t ²¹ 168 \$/t 152 \$/t	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Orge (SH 1003, 1004) - Office australien de l'orge	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Comme ci-dessus	n.d. 1,889 ² 1,702	222 \$/t ² 180 \$/t 168 \$/t	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Orge (SH 1003) - Groupement céréalière de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Comme ci-dessus	n.d. 1,560 ² 1,620	200 \$/t ² 168 \$/t 145 \$/t	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Sorgho (1007) - Office céréalière de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	411 ² 299 251	32 ⁷ Néant n.d.	224 \$/t ² 175 \$/t 182 \$/t	200 \$/t ² 183 \$/t 160 \$/t	236 \$/t ⁷ 234 \$/t 199 \$/t	1 591 ² 1 425 1 081
Graines oléagineuses (SH 1207) - Office céréalière de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	523 ² 523 908	110 ⁷ 124 n.d.	n.d. n.d. n.d.	566 \$/t ⁹ 564 \$/t 634 \$/t	372 \$/t ² 364 \$/t 379 \$/t	1 684 ² 1 815 2 056
Lupins (0713.90) - Groupe céréalière de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	887 ² 881 972	736 ²² 740 846	n.d. n.d. 180 \$/t ⁸	202 \$/t ² 211 \$/t 189 \$/t	96 \$/t ² 221 \$/t 199 \$/t	1 559 ² 1 560 1 380
Colza (SH 1205) - Groupement céréalière de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	348 ² 283 590	73 ²² 48 195	n.d. n.d. 375 \$/t	373 \$/t ⁸ 346 \$/t 423 \$/t	392 \$/t ² 364 \$/t 450 \$/t	557 ² 642 860

Désignation du(des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Unité	Exercice	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
1			2	3	4	5	6	7
Riz (SH 1006) - Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	633 ² 520 680	Exporté en totalité par l'Office	224 \$/t ¹⁰ 206 \$/t 216 \$/t	480 \$/t ² 433 \$/t 445 \$/t	532 \$/t ² 560 \$/t 583 \$/t	951 ² 1 388 1 331
Avoine (SH 1004) - Office céréalière de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	233 ² 124 155	n.d.	s.o.	n.d.	n.d.	1 875 ² 1 653 1 634
Avoine (SH 1004) - Office australien de l'orge	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Comme ci-dessus	n.d.	s.o.	n.d.	n.d.	Comme ci-dessus

TABLEAU III
RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

Désignation du(des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Unité	Exercice	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
1			2	3	4	5
Beurre/huile de beurre/ Mélanges (SH 0405) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	60 ¹ 100 95	153 ¹ 158 164	Néant	52 ¹ 50 55
Fromage (SH 0406) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	45 ¹ 48 47	272 ² 290 310	Néant	192 ² 198 197
Lait entier en poudre (SH 0402.10) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	5 ¹ 12 9	215 ¹ 223 215	Néant	41 ² 43 34
Lait entier en poudre (SH 0402.20) - Société australienne des produits laitiers	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	s.o. 128	113 ¹ 134 128	Néant	20 ¹ 24 16
Froment (blé) (SH 1001) - Office australien du blé	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	15 143 ³ 21 849 14 385	16 504 ³ 23 702 19 417	1 839 ²³ 2 677 n.d.	4 127 ² 3 512 5 081
Laine (brute) (SH 5101) - Wool International	Milliers de tonnes (en suint)	1995-1996 1996-1997 1997-1998	Néant Néant Néant	697 ² 725 700	132 ¹⁵ 117 96	233 ¹⁵ 252 230
Sucres bruts de canne (SH 1701.11) – Société du sucre du Queensland	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	s.o. ²⁴ 5 567	4 837 ² 5 301 5 567	927 ⁵ 894 774	886 ²⁵ 1 106 1 386
Orge (SH 1003) – Grainco	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	90 ²⁰ 265 n.d.	5 823 ² 6 696 6 482	62 ²⁰ n.d. n.d.	1 988 ²⁶ 2 202 2 083
Orge (SH 1003) – Office céréalier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	825 ²⁷ 972 n.d.	Comme ci-dessus	330 ²⁷ 265 n.d.	Comme ci-dessus

Désignation du(des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Unité	Exercice	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
1			2	3	4	5
Orge (SH 1003) – Office australien de l'orge	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	2 533 ²⁸ 2 480 2 248	Comme ci-dessus	487 ⁸ 513 401	Comme ci-dessus
Orge (SH 1003) – Groupement céréaliier de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	n.d. n.d. 1 705 ²⁹	Comme ci-dessus	n.d. n.d. 85 ²⁹	Comme ci-dessus
Sorgho (SH 1007) - Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	107 ²⁷ 75 n.d.	1 591 ² 1 425 1 081	75 ⁷ 75 n.d.	1 037 ² 1 192 897
Graines oléagineuses (SH 1207) - Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	n.d. n.d. n.d.	1 684 ² 1 815 2 056	s.o.	1 161 ² 1 292 1 148
Lupins (SH 0713.90) - Groupement céréaliier de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	n.d. n.d. 1 002 ²⁹	1 559 ² 1 560 1 380	n.d. n.d. 30 ⁸	672 ³⁰ 679 408
Colza (SH 1205) - Groupement céréaliier de l'Australie occidentale	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	n.d. n.d. 207 ³¹	557 ² 642 860	n.d. n.d. 12 ⁸	348 ² 283 590
Riz (SH 1006) - Office de commercialisation du riz de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	s.o.	951 ² 1 388 1 331	316 ³² 873 654	118 ² 134 n.d.
Avoine (SH 1004) - Office céréaliier de la Nouvelle-Galles du Sud	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	n.d.	1 875 ² 1 653 1 634	n.d.	1 569 ² 1 458 1 437
Avoine (SH 1004) - Office australien de l'orge	Milliers de tonnes	1995-1996 1996-1997 1997-1998	n.d.	Comme ci-dessus	n.d.	Comme ci-dessus